

HISTOIRE

L'ÉCONOMIE BLEUE, UNE OPPORTUNITÉ
POUR LES FEMMES COMORIENNES

ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES

UNE RETRAITE ANNUELLE POUR LA MISE
EN OEUVRE DU CADRE DE
COOPÉRATION 2022-2026

DOSSIER SPÉCIAL

8 MARS

JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

« Les femmes sont porteuses des changements positifs opérés
dans nos sociétés, et cheffes de file de l'adaptation climatique »

François Balingaya, Coordonnateur résident



Si les Comores sont connues sous le nom des îles aux parfums, la fleur d'ylang-ylang n'y est pas pour rien. Dans cet archipel de 800.000 habitants, baigné dans l'océan Indien, cette fleur à la senteur embaumante a longtemps été une source de revenue pour une partie de la population, en particulier les femmes, et un des principaux produits d'exportation du pays. Son exploitation artisanale, notamment par une distillation à base de bois de chauffe, interpelle sur l'équilibre que l'homme doit maintenir avec la nature.

À l'ère du développement durable, et à un moment où les peuples puisent dans leur culture et leur authenticité l'essence pour bâtir un développement pérenne, la fleur d'ylang reste tout un symbole pour les Comores. Elle est en effet, une aspiration à la prospérité, et nous invite en même temps à réfléchir à la protection des écosystèmes, et donc de la planète. Elle fait partie du patrimoine

culturel de tout un peuple, qui fait de la cohésion sociale et de la paix, un de ses principaux atouts.

Ylang info, est aussi le titre du bulletin d'information mensuel du Système des Nations Unies en Union des Comores, en hommage au patrimoine culturel comorien, et en subtil rappel du lien harmonieux que doit maintenir l'homme avec la nature.

Dans notre volonté de soutenir la réalisation des objectifs de développement durable aux Comores, cet outil d'information constitue une passerelle avec le grand public, ainsi que les partenaires pour la diffusion des informations relatives aux actions des différentes agences du système des Nations Unies en Union des Comores, en appui au Gouvernement comorien et pour ne laisser personne de côté.

Ce bulletin d'information est publié par le Bureau du Coordonnateur résident pour le compte du système des Nations Unies aux Comores. Il a été produit par le Groupe de communication des Nations Unies (UNCG) dans le cadre du mécanisme « Unis dans l'action » qui regroupe tous les responsables de la communication des agences, fonds et programme des Nations Unies aux Comores.

Pour toute demande d'information, contactez :
Bureau du Coordonnateur résident
Maison des Nations Unies, Hamramba Moroni
BP - 648 - Union des Comores
Email : ramatoulaye.moussamazou@un.org
Photo de couverture : © PNUD Comores/ Gonzalo Bell

 www.comoros.un.org

 [One.UN.Comores](https://twitter.com/One.UN.Comores)

 [One_UN_Comores](https://www.comoros.un.org)

Équipe de pays des Nations Unies aux Comores



NATIONS UNIES
COMORES



SOMMAIRE



8 MARS

L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable. Page 7

5 DOSSIER SPÉCIAL | Journée internationale des femmes

- **Message du Secrétaire général** (page 5)
- **L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable** (page 7)
- **L'œuvre de la femme est une œuvre qui s'étend dans le temps** (page 9)
Tribune de Koffi Kouame. Représentant UNFPA Madagascar et Directeur pays pour Comores, Maurice et Seychelles
- **Valoriser la participation des femmes comoriennes au développement des Comores à travers la mobilisation des partenaires autour du 8 mars** (page 12)
- **L'économie bleue, une opportunité pour les femmes comoriennes** (page 14)

19 ACTUALITÉS

- **L'Équipe de pays des Nations Unies se réunit de manière hybride pour sa retraite annuelle 2022** (page 19)
- **Vers la mise en œuvre du nouveau cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026** (page 21)
- **L'OMS plaide pour plus d'investissements dans la lutte contre la tuberculose** (page 23)



25 AFIA

Zoom sur l'endométriose

27 KARIBU

29 #SAVE THE DATES

DÉCLARATIONS

Message du secrétaire général, António Guterres, à l'occasion de la Journée internationale des Femmes - 8 mars 2022

En cette Journée internationale des femmes, nous honorons les femmes et les filles du monde entier.

Nous rendons hommage à leur rôle dans la lutte contre la pandémie de COVID-19, à leurs idées, leurs innovations et leur activisme, qui rendent notre monde meilleur, et à leur leadership sur tous les fronts.

Mais nous savons aussi que dans trop de domaines, les femmes voient leurs droits régresser.

Les femmes et les filles ont été éloignées des écoles et des lieux de travail par la pandémie.

Elles souffrent de la montée de la pauvreté et de la violence.

Elles assument la plus grande part du travail de soin dans le monde, un travail non rémunéré et pourtant essentiel.

Elles subissent violences et sévices, uniquement en raison de leur genre.

Partout, les femmes sont honteusement sous-représentées dans les sphères du pouvoir et les conseils d'administration.

Le thème de cette année nous rappelle aussi qu'elles sont les premières à subir les effets des changements climatiques et de la dégradation de l'environnement.

Que cette Journée internationale des femmes marque un tournant : il est temps de faire avancer les choses pour toutes les femmes et toutes les filles.

En garantissant à chacune une éducation de qualité, qui lui permette de mener la vie qu'elle veut et de contribuer à un monde meilleur.



En investissant massivement dans l'accès des femmes à la formation et au travail décent.

En prenant des mesures radicales pour éliminer la violence fondée sur le genre.

En lançant des initiatives audacieuses pour protéger notre planète.

En garantissant un accès universel aux soins, pleinement intégré aux systèmes de protection sociale.

En adoptant des mesures ciblées, comme des quotas de genre, afin que nous puissions toutes et tous bénéficier des idées, de l'expérience et du leadership des femmes partout où les décisions sont prises.

L'inégalité de genre est par essence une question de pouvoir, car notre monde et notre culture sont dominés par les hommes. Il est temps d'inverser les rapports de force.

À l'ONU, nous avons atteint la parité dans les équipes dirigeantes du Siège et de nos bureaux du monde entier : cela nous permet de mieux remplir notre mission et de mieux représenter les communautés au service desquelles nous œuvrons.

Nous avons besoin de plus de femmes ministres de l'environnement, chefs d'entreprise, présidentes et

premières ministres, qui puissent pousser les pays à s'attaquer réellement à la crise climatique, créer des emplois verts et construire un monde plus juste et plus durable.

L'après-pandémie ne saurait être caractérisé par un recul de l'égalité des genres.

L'heure est venue de faire avancer les droits des femmes.

Mobilisons-nous !

LE SAVIEZ-VOUS?

Sur 1,3 milliards de personnes vivant dans la pauvreté, 70 % sont des femmes. Dans les zones urbaines, 40 % des foyers les plus pauvres sont dirigés par des femmes.

Les femmes sont les principales productrices de nourriture dans le monde (50-80 %), mais ne sont propriétaires que de moins de 10 pour cent des terres.

Les changements climatiques peuvent provoquer plus de violences basées sur le genre, une augmentation des mariages d'enfants, et une aggravation des problèmes liés à la santé sexuelle et reproductive.

Quatre-vingts pour cent des personnes déplacées à la suite de catastrophes ou changements liés au climat sont des femmes et des filles.



L'égalité aujourd'hui pour un avenir durable

Par Ramatoulaye Moussa Mazou - Bureau du Coordonnateur résident



La journée internationale des femmes a permis de mettre un coup de projecteur sur les rôles joués et les défis relevés par les femmes et les filles comoriennes dans l'adaptation climatique, mais également dans la réponse aux crises et catastrophes telles que la pandémie de COVID-19.

© Présidence Comores

Depuis 45 ans, les États membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU) célèbrent le 8 mars comme la journée internationale des femmes. Le thème de cette année, « l'égalité aujourd'hui pour un avenir durable », invite les pays à porter davantage de réflexions sur la résilience des femmes et des filles dans le contexte de la crise climatique et de la réduction des risques et catastrophes. Aux Comores, archipel vulnérable au changement climatique, ce thème est d'actualité lorsque l'on sait que les femmes sont plus dépendantes aux ressources naturelles que la crise climatique menace le plus.

À ce titre, le ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection sociale et de la Promotion du Genre a effectué le choix thématique national « valorisons le travail et le relèvement de la femme dans le contexte de la COVID-19 et le changement climatique ». Ce choix a permis de coupler la commémoration de la journée internationale des femmes à des initiatives visant à promouvoir la valeur ajoutée des femmes comoriennes dans la riposte COVID-19, ainsi que leurs efforts continues face aux effets du changement climatique.

Ainsi, le Commissariat général à la solidarité, à la

protection sociale et à la promotion du genre, a organisé une table ronde avec les femmes agricultrices issues des trois îles avec comme thème « la femme et le changement climatique ». Appuyées par le Système des Nations Unies, cette table ronde a permis d'aborder des sujets de réflexions sur les défis et contraintes rencontrés par les femmes dans les domaines de l'agriculture et l'élevage. Elle a été suivie d'une remise des intrants et de petits matériels à des groupements des femmes agricultrices.



« Porteuses des changements positifs »

Le palais du peuple a hébergé la cérémonie de commémoration de la journée internationale des femmes sous le haut patronage de Son Excellence Azali Assoumani, Président de l'Union des Comores, en la présence de la Gouverneure de Ngazidja, des élus, des membres du gouvernement, des chefs des agences onusiennes, ainsi que des représentants des missions diplomatiques et de la société civile.

Lors de son allocution, le Président de l'Union a mentionné l'engagement du gouvernement comorien à « *mettre à la disposition des femmes, les outils*

nécessaires pour leur permettre de lutter efficacement, contre toutes formes d'injustice, et notamment, le mariage précoce et les violences sexuelles ». Une déclaration qui fait le pont avec les conséquences de la crise climatique qui « *entraînent une augmentation de la violence sexiste et des mariages des enfants, ainsi qu'une détérioration de la santé sexuelle et reproductive des femmes* » précise le Coordonnateur résident des Nations Unies aux Comores, François Batalingaya, pendant son discours. De rajouter que « *les femmes constituent un atout pour des initiatives durables et une action climatique plus efficace* » car elles seraient « *porteuses des changements positifs opérés dans nos sociétés, et sont des cheffes de file de l'adaptation climatique* ».



L'occasion de cette célébration nationale a été saisie par le Coordonnateur résident pour partager à l'audience des résultats clés de l'année 2021 de la coopération entre les Nations Unies et le Gouvernement qui a permis « *aux services d'écoute et de protection d'accueillir 580 survivantes de violences et de négligences dont 70% étaient des filles âgées de 11 à 17 ans.* » et à « *334 survivantes de violences sexuelles de bénéficier d'une assistance médicale, judiciaire et psychosociale nécessaires à leur relèvement.* »

L'œuvre de la femme est une œuvre qui s'étend dans le temps

Par Koffi Kouame

Représentant UNFPA Madagascar et Directeur pays pour Comores, Maurice et Seychelles

En 1977, les Nations Unies ont fait du 8 mars la journée internationale des femmes afin de mettre en avant la lutte des femmes pour leurs droits politiques, économiques et sociaux dans le monde. Dans le monde entier, cette journée est assez singulière car elle est également l'occasion de célébrer les réalisations accomplies par les femmes pour le développement durable des nations. Cette année, le thème de la commémoration est « l'égalité pour un avenir durable ». À l'issue de mon premier séjour en Union des Comores, je peux témoigner que ce thème marque fortement la réalité des femmes comoriennes.

Dès mon arrivée, j'ai été marqué par la résilience des femmes comoriennes. J'ai participé à plusieurs réunions d'échanges avec des organisations communautaires telles que les réseaux de jeunes, le Réseau National Femmes Médiatrices pour la Paix, l'ONG Hifadhui, les plateformes de lutte contre les violences-basées sur le genre (VBG) ou encore *AlfiYan Comores*, l'Association des Religieux pour la Promotion de la Santé Sexuelle et Reproductive pour ne citer que celles-là. J'ai tout de suite été fortement impressionné par la participation des femmes ainsi que leurs contributions aux changements positifs au sein de leurs communautés. Il ne fait aucun doute que ce sont des

Les femmes comoriennes doivent être élevées au rang des citoyennes de premier rang du fait de leur poids démographique

femmes sur lesquelles le pays peut se reposer.

Beaucoup pensent que la seule intelligence est celle que l'on acquiert sur les bancs de l'école, et pourtant j'ai eu en face de moi des femmes qui brillent de perspicacité. Elles ont du potentiel et peuvent se placer au centre d'une communauté et porter des actions pour contribuer à son développement. Je pense que cela est important car ce

sont ce genre d'initiatives qu'il faut encourager afin que ces femmes puissent créer de la valeur.

L'importance démographique des femmes doit nous pousser à porter davantage de réflexion. Elles représentent quasi 49,6% de la population comorienne, et doivent ainsi avoir

l'opportunité de contribuer au développement du pays. Imaginez-vous bâtir un pays émergent sans la moitié de sa population ? Si cette moitié de la population n'a pas l'opportunité d'apporter sa pierre à l'édifice du développement, cela aura un impact sur l'émergence du pays, car le développement participatif signifie le respect de l'intégralité des droits de chacun et de chacune ainsi que le respect de la diversité. Donc, non seulement les femmes doivent contribuer, mais la reconnaissance de leur contribution est toute aussi importante ; c'est en cela que ce 8 mars prend tout son importance.

PLUS QU'UNE JOURNÉE À CÉLÉBRER

Le 8 mars va au-delà d'une célébration en grande pompe. C'est le symbole qu'il demeure des points à améliorer pour réduire les inégalités entre les sexes. Cette journée permet de célébrer les réalisations accomplies par les femmes, tout en nous offrant une plateforme pour adresser les manquements et les domaines qui tendent à être améliorés par exemple sur l'autonomisation des femmes qui est un facteur de paix et de développement.

Les femmes ont un grand rôle à jouer en matière de santé, de développement, de croissance économique et d'éducation. Mais pour qu'elles puissent jouer pleinement ce rôle, elles doivent être autonomes, et cela commence dès le plus jeune âge. Le taux de fistules obstétricales à Mohéli doit nous interroger sur l'occurrence des mariages d'enfants qui freinent les possibilités et les choix des jeunes filles. Malgré les lois qui l'interdisent, le mariage de mineures est encore d'actualité dans de nombreux pays alors que cette pratique met en danger la vie et la santé de jeunes filles, et restreint leurs perspectives d'avenir.

L'œuvre de la femme est une œuvre qui s'étend dans le temps. Aujourd'hui, demain et pour toujours donnons un sens à cette journée en termes de contribution pour un développement durable.

Le travail que nous faisons à UNFPA, en collaboration avec le gouvernement, est de pouvoir donner aux femmes de chaque île les mêmes opportunités et le même accès aux services de santé afin qu'elles contribuent au

développement du pays. Dans le domaine de la santé, notre plus grande réussite s'ancre dans la réponse à la réduction de la mortalité maternelle avec la mise en place de cliniques mobiles à Anjouan et Mohéli pour palier au problème de déserte sanitaire. Cette stratégie de proximité a permis d'améliorer l'accès aux consultations prénatales et au planning familial aux populations les plus éloignées.

Pour aller encore plus loin, nous nous efforçons à UNFPA de reformer les normes sociales néfastes. L'idée est d'avoir un environnement favorable à la promotion de l'égalité. Pour cela, nos équipes entament des plaidoyers avec les décideurs, mais surtout les communautés au sein desquelles ces femmes vivent. Nous arrivons ainsi à démontrer la valeur ajoutée des femmes, et l'importance qu'elles puissent avoir accès à différents services essentiels pour leur santé.

La recherche d'un environnement favorable passe également par des activités clés qui vont dans le sens du renforcement des normes et de l'amélioration des lois. Cela prend tout son sens dans les cas des violences basées sur le genre. Pour chaque cas d'incident, nous couplons la sensibilisation à la prise en charge médicale et psychologique. Les violences peuvent engendrer des séquelles psychologiques, c'est pourquoi les soins intégrés impliquent le déploiement de psychologues pour assurer un suivi adéquat et une prise en charge. Des appuis sociaux économiques en termes de réintégration des femmes, par exemple avec des activités génératrices de revenus, sont également fournis pour permettre aux survivantes de se prendre en charge.

Nous discutons actuellement avec les forces de l'ordre, notamment la police, pour l'instauration et le renforcement des brigades féminines de proximité pour prendre en charge les cas de violences. Ces brigades permettent aux survivantes de se sentir soutenues pendant les actions judiciaires. Ces brigades ont prouvé leur efficacité à Madagascar, pays voisin des Comores, tant elles ont instauré une confiance des survivantes et briser

le tabou du silence.

ET POUR LE FUTUR ?

Le plus grand défi est comment faire en sorte de changer la mentalité des gens pour que chaque grossesse soit désirée, chaque accouchement soit sans danger et que chaque jeune puisse exprimer pleinement son potentiel. C'est tout le défi de la planification familiale que nous adressons avec le gouvernement des Comores. En 2021, nous avons enregistré plus de 3500 nouvelles utilisatrices de contraceptifs ; ce qui illustre une demande existante. Pourtant, l'usage de la contraception est autour de 15% aux Comores comparativement aux autres îles de l'Océan Indien qui avoisinent les 40%. Comment soutenir la planification familiale ? Nous travaillons avec les autorités à cet égard.

Ma visite aux Comores m'a permis de constater positivement l'engagement du gouvernement en ce sens, à travers mes rencontres avec la Gouverneure de l'île

Autonome de Ngazidja, le Secrétaire Général du Gouvernement, les Ministres de la Santé, de la Jeunesse, des Finances, de l'Agriculture, de l'INSEED et du Commissaire Général au Plan. À partir de 2023, les Comores seront intégrées dans l'ensemble des pays qui bénéficient d'un financement spécial pour les programmes de planification familiale, et à partir de là nous pouvons répondre davantage les besoins tout en renforçant la gamme des produits contraceptifs.

Mon message à l'occasion de ce 8 mars est de mettre l'accent sur le partenariat et la solidarité. Si nos interventions au sein du système des Nations Unies sont complémentaires entre les différentes entités onusiennes, tous les autres partenaires doivent maintenir leurs appuis et se donner la main pour permettre aux Comores de profiter pleinement du dividende démographique.

“

Les femmes et les filles sont durement touchées par le changement climatique et doivent être placées au centre des efforts pour répondre à cette crise.

Dr. Natalia Kanem,
Directrice exécutive de l'UNFPA



ACTUALITÉS

Valoriser la participation des femmes comoriennes au développement des Comores à travers la mobilisation des partenaires autour du 8 mars

Par Nasser Youssouf et Djahanna Said Ibrahim - PNUD



La journée internationale des droits des femmes 2022 sur le thème de l'« égalité aujourd'hui pour un avenir durable » a donné lieu à une forte mobilisation des partenaires du PNUD sur plusieurs thématiques complémentaires, visant à renforcer le leadership des femmes et à contribuer à la réalisation de l'ODD 5 et de la solution type n°6 du Plan Stratégique du PNUD sur l'égalité des genres (intégrer le contenu de la solution n°6 du Plan stratégique).

Encourager les femmes à s'engager dans des carrières scientifiques

Le PNUD et le Bureau Géologique des Comores, en partenariat avec l'Université des Comores, ont organisé une table ronde sur la situation actuelle des femmes et des hommes quant à l'accès aux opportunités de carrière dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (appelés les domaines « STIM »). Au total, ce sont 150 étudiantes et étudiants, en majorité des jeunes femmes, qui ont participé à cet événement dans lequel le domaine de l'énergie a été mis à l'honneur au sein de la Faculté des sciences et technologies.

En effet, le PNUD considère que l'accès des femmes à l'éducation scientifique et technologique et la création d'un environnement propice pour que les femmes

scientifiques et les techniciennes accèdent à ces métiers, contribuent à des avancées accélérées vers l'atteinte des ODD. « *J'ai souvent été la seule femme dans mon parcours universitaire, et même aujourd'hui je suis la seule femme et la seule ingénieure au sein de mon équipe. Les gens sont souvent surpris lors des réunions de haut niveau lorsqu'on se rend compte que je ne suis ni la secrétaire, ni la stagiaire, mais la cheffe de projet* », Nahida Houssein, cheffe de projet chargée de l'installation de centrales photovoltaïques aux Comores.

Les femmes ont un rôle majeur à jouer dans la transition énergétique

Le secteur de l'énergie a été traditionnellement dominé par une forte inégalité dans la représentativité des

femmes. Les stéréotypes sociaux et culturels et leurs effets sur l'orientation éducative et académique des jeunes filles les excluent trop souvent des domaines STEM. « *Les femmes ont un rôle majeur à jouer dans la transition énergétique pour construire une plus grande autonomie en matière de ressources énergétiques nécessaires au développement de notre pays* », a ajouté Amarilis Kamil Abdallah, enseignante et doctorante en énergies renouvelables au Laboratoire de Physique et Ingénierie Mathématique pour l'Énergie et l'environnement (PIMENT) de l'Université de la Réunion.

Abolir les préjugés et stéréotypes sur les métiers, les activités et le genre

« *Pour déconstruire les préjugés sur le genre et les métiers, mais aussi les activités sportives notamment afin que chacun et chacune puisse atteindre son potentiel et contribuer pleinement au développement des Comores, les jeunes femmes ont besoin de modèles, pour croire que cela est possible* », affirme Fenella Frost, Représentante Résidente du PNUD.

La journée des droits des femmes a également donné lieu à la projection du film documentaire Carton Rouge de Mohamed Said Ouma, réalisateur comorien, au CCAC Mavuna, en collaboration avec CANAL+, le Commissariat national au Genre, le ministère chargé des sports, le Gouvernorat et la Fédération nationale de basketball. « *Ce film évoque les stéréotypes de genre et les inégalités qui perpétuent une barrière mentale et ralentissent l'accès de nombreuses filles et femmes comoriennes à une carrière professionnelle dans le sport. Les femmes qui se sont exprimées lors de cette projection craignaient même d'arrêter leur carrière, car elles ne trouvent pas de relève, tant les jeunes femmes sont peu encouragées et orientées vers le sport* », précise Djabhana Said Ibrahim, experte genre au PNUD.

« *Plus jeune, j'avais de vrais soucis dans ma famille en lien avec ma pratique du sport. Aller aux entraînements prend un temps qui n'était pas autorisé ou pris au sérieux face aux autres tâches ou activités qu'on attend de jeunes femmes aux Comores.* », se souvient Hassanati Hanifa, première femme commando des Comores et protagoniste du documentaire Carton Rouge.

Aujourd'hui, le pays a la chance d'avoir des modèles comme Kanizat Ibrahim, Cheffe d'entreprise et Vice-présidente de la Confédération Africaine de Football (CAF) ou Roukia Ahmed, chargée du Football féminin à la Ligue de Football de la Grande-Comore. Mais, beaucoup reste encore à faire.

Valoriser les femmes actives dans le domaine du développement

Le domaine du développement n'est pas en reste : mettre le genre au cœur de ses initiatives de développement est un engagement fort qui passe au PNUD Comores par le label « Gender Equality Seal », une certification professionnelle qui distingue les bons résultats obtenus dans les bureaux de pays du PNUD vers l'égalité hommes-femmes. « *Je consulte et reçois régulièrement les femmes de mon équipe et les partenaires, car elles ont beaucoup à dire et à faire pour développer le pays ; une meilleure prise en compte du genre en interne va de pair avec les ambitions que nous nous sommes fixées dans le programme pays et dans le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable* » a précisé Fenella Frost.

HISTOIRES

L'économie bleue : une opportunité pour les femmes comoriennes

Par *Ramatoulaye Moussa Mazou* - Bureau du Coordonnateur résident et *Emma Raboanly* - Organisation internationale du Travail



« Dans l'hôtel où je travaille, j'avais remarqué une forte demande en poisson fumé. J'ai trouvé intéressant de creuser cette filière car l'offre est faible comparativement à la demande. Mais je ne savais pas comment faire. »

Du haut de ses 29 ans, Nadjima est le fruit de la dernière tournée de formations professionnelles et entrepreneuriales en fumage de poissons réalisées en 2021 dans le cadre du projet « Emploi et Développement Local intégré aux Comores ».

Identifiée par l'Organisation internationale du Travail (OIT) et la Direction nationale du Travail comme

bénéficiaire, Nadjima a pu faire partie des 40 jeunes et femmes inclus dans la phase pilote du nouveau projet « Développement de l'Économie Bleue aux Comores – DEBC » dont l'un des objectifs est de créer des opportunités d'emplois décents dans le secteur de la pêche.

Ravie, elle témoigne : « *Aujourd'hui ma formation m'a permis de maîtriser les techniques de fumage qui m'étaient jusque-là inconnues* ».



La procédure de fumage de poisson est respectueuse de l'environnement. Les femmes récupèrent de la sciure de bois auprès d'artisans locaux en guise de générateur de fumée.

La jeune femme, qui possède déjà un emploi à temps partiel dans le secteur de l'hôtellerie, souhaite obtenir des ressources supplémentaires grâce à cette activité.

« UNE GRANDE PLACE EN TERMES D'EMPLOIS »

À l'échelle mondiale, les femmes ne représentent que 12% de la main-d'œuvre employée dans le secteur primaire de la pêche. Si ces données semblent faire d'elles les grandes invisibles du secteur de la pêche, elles jouent un rôle crucial tout au long de la chaîne de valeur du poisson. Pour Amina, qui accompagne la formation des jeunes femmes comme Nadjima, « *la pêche ne se limite pas à la simple capture du poisson, de nombreuses activités indirectes en découlent et les femmes y occupent une grande place en termes d'emplois* ». Ces emplois indirects sont généralement liés à la commercialisation, la transformation des produits de la pêche (séchage, fumage, salage, mise en conserve), à la production de sel ou de glace. En 2018, la pêche générait environ 24 000 emplois indirects aux Comores, alors qu'en Afrique on estime qu'un travailleur sur deux, dans ce même secteur, est une femme. Le pays a ainsi fait de la création d'emplois pour les jeunes, les femmes, les personnes handicapées à travers le développement de

secteurs clés de l'économie bleue, dont la pêche et

Des facteurs culturels font que les femmes sont dans les activités en aval de la capture comme la

manutention après capture, la vente de poisson frais, la transformation, le

stockage, le conditionnement et la commercialisation. Elles occupent ainsi un rôle d'intermédiaire qui conduit à un accès inéquitable aux ressources halieutiques. « *Avec cette activité, j'aimerais un jour pouvoir monter mon entreprise de transformation de poisson et acheter une vedette pour m'approvisionner moi-même en poisson.* » confie Nadjima



LE LEVIER DE L'ÉCONOMIE BLEUE

Aux Comores, la pêche représente 12% du PIB et 5% des recettes en devises via les exportations. Ce secteur emploie plus de 7 % de la population active par le biais d'une pêche artisanale qui fournit 40% des protéines animales à la population comorienne. Pourtant le pays est riche de 160 000 km² de zone économique exclusive.

Le 5 mars 2022, les Comores lancent officiellement le

projet Développement de l'Économie Bleue aux Comores (DEBC) à Moroni avec pour objectif de lutter contre les changements climatiques, renforcer la résilience et contribuer au développement durable du pays à travers une économie bleue juste et inclusive. La cérémonie est présidée par le Directeur du Bureau de Pays de l'OIT pour Madagascar, Comores, Maurice et Seychelles, Dr. Coffi AGOSSOU, et le Ministre de la Jeunesse, Dr. TAKIDDINE YOUSOUF. Devant la scène, sont exposés des petits matériels de transformation des produits de pêche qui seront remis à des femmes comme Nadjima pour leur permettre de mener à bien leur activité de fumage de poisson.

Pour le Dr. Coffi, « *l'économie bleue représente une industrie avec d'énormes possibilités d'emploi et constitue une force économique pouvant créer des opportunités réelles de développement durable pour les prochaines décennies* ». Ainsi « *Des actions directes et concrètes centrées sur l'humain qui constituent une grande priorité pour l'OIT afin de créer des*

opportunités de création d'emplois décents surtout pour les jeunes, les femmes sans oublier les personnes en situation d'handicap. » précise-t-il.

Parmi les partenaires figurent le Mouvement des Entreprises Comoriennes (MODEC), la Confédération des Travailleuses et Travailleurs des Comores (CTC), le ministère de l'Emploi et du Travail, les Ministères concernés (Relations Extérieures, Finances, Agriculture, Environnement) et les autres institutions locales concernées.

Lors de sa mise en œuvre, ce projet tira partie des réussites et des leçons apprises du précédent Projet « Emploi et Développement Local Intégré aux Comores » qui a permis de mettre en place un réseau de formateurs en entrepreneuriat GERME, ainsi que des coopératives via un accompagnement de jeunes et de femmes en création d'entreprises et de coopératives agricoles.



Lors de la cérémonie de lancement du projet, Nadjima, ainsi que d'autres bénéficiaires ont présenté des échantillons de leur savoir-faire lors d'une séance de dégustation de poisson fumé offerte au public.

HISTOIRES

Campagne nationale de dissémination du cadre juridique portant protection des enfants et des femmes en Union des Comores : "Vulgariser pour mieux protéger"

Par Rehema Ahmed Abdallah - UNICEF



C'est l'histoire d'une jeune fille de 15 ans, déscolarisée et victime d'un mariage précoce. Elle devient malencontreusement une jeune mère, battue et maltraitée par son mari. A la violence physique et psychologique qu'elle subit, se rajoute la violence économique de ne pouvoir prendre en charge financièrement ses enfants.

Elle était le personnage principal de la pièce théâtrale jouée au collège de Pomoni-Anjouan, par la troupe Malaika, à l'occasion du lancement de la campagne

nationale de dissémination du cadre juridique portant protection des enfants et des femmes aux Comores. Cette campagne de dissémination lancée le 24 Novembre 2021 et étalée sur cinq mois, est mise en œuvre dans les 54 communes du pays par les Directions Régionales en charge de la Protection de l'enfance, sous la supervision du Commissariat National de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre, avec l'appui de l'UNICEF.

L'objectif de cette campagne est de vulgariser le cadre

juridique qui protège les enfants et les femmes contre toutes les formes de violences, auprès notamment, des acteurs étatiques et non étatiques de la protection des enfants et des femmes, comprenant les structures de prise en charge, les autorités locales et les ONGs, pour une meilleure appropriation. Cette campagne vise aussi à conscientiser la population sur la nécessité de promouvoir l'égalité entre les sexes et de parvenir à éliminer toutes formes de violences à l'égard des femmes et des enfants en Union des Comores.

Ainsi, des réunions d'informations ont été organisées dans tous les chefs-lieux des préfectures de Ndzuani, Mwali et Ngazidja, regroupant, les chefs de village, les directeurs d'école, les chefs religieux, les chefs des districts sanitaires, les maires, les préfets, les policiers, les gendarmes ainsi que les associations de jeunes et de femmes.

Des rassemblements, des conférences débat et des

réunions de sensibilisation, ont eu lieu dans les différents établissements scolaires publics et privés et les différents sites de l'Université des Comores, afin de vulgariser le cadre juridique auprès des élèves et des étudiants.

Aussi, afin de mieux faire connaître aux communautés les lois existantes dans le pays en matière de protection des enfants et des femmes, des tournées théâtrales ont été organisées dans les villages, ainsi que des caravanes pour associer les communautés.

Cette campagne de sensibilisation a été financée par le projet « Prévention de toutes les formes de violences basées sur le genre et leurs conséquences en Union des Comores » financée par l'Ambassade de France auprès de l'Union des Comores à travers le Fonds de Solidarité pour les Projets innovants (FSPI) et mise en œuvre conjointement par l'UNICEF et la Croix rouge française.



L'Équipe de pays des Nations Unies se réunit de manière hybride pour sa retraite annuelle 2022

Par *Ramatoulaye Moussa Mazou* - Bureau du Coordonnateur résident



Du 2 au 3 mars 2022, les chefs d'agences et points focaux des organismes onusiens se sont réunis à Ndzaouze et en ligne pour la retraite annuelle de l'Équipe de pays des Nations Unies (UNCT). Pendant deux jours, cette retraite hybride a permis de mobiliser plusieurs participants basés à Madagascar, au Kenya, au Sénégal, en Afrique du Sud, à New York, et en Égypte, autour des grandes lignes de l'accompagnement de l'ONU en matière de développement.

Cet exercice a ainsi constitué un forum d'échanges sur, entre autres, les plans de travail conjoints, la stratégie de financement et mobilisation de ressources et bien d'autres sujets relatifs à la réforme du SNU.

Les travaux de la retraite du UNCT se sont déroulés en séances plénières articulées autour de présentations sur des thématiques stratégiques, telles que le Cadre de gestion et de responsabilité du SNU, la communication

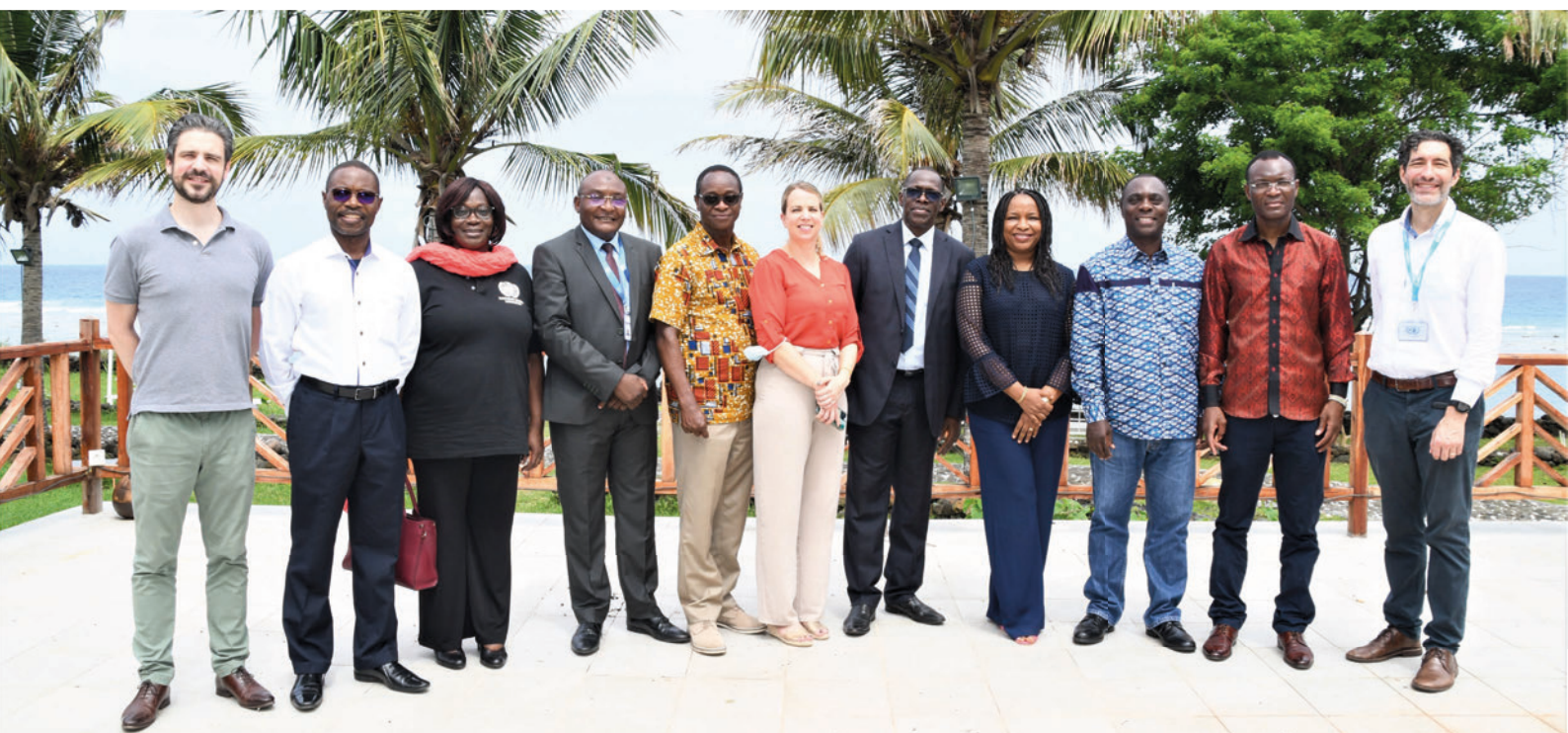


d'une seule voix, ou encore le Business operations strategy (BOS). Chaque séance a été clôturée par l'adoption de conclusions et recommandations pertinentes en ligne avec les résultats attendus. Les séances ont été présidées par différents membres du SNU selon leurs domaines de spécialisation et expertise.

Il est important de noter que depuis 2021, l'Équipe de pays des Nations Unies est passée de 14 à 21 entités. C'est ainsi la première retraite qui se tient dans le cadre

de la réforme des Nations Unies alors que le pays a signé, en juillet 2021, son cadre de coopération pour le développement durable 2022-2026.

À ce titre, la retraite s'est soldée par la tenue du premier comité de pilotage du Cadre de coopération 2022-2026 doublement présidé par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, chargé de la Diaspora et de la Francophonie et le Coordonnateur résident du système des Nations Unies en Union des Comores.



Vers la mise en œuvre du nouveau cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026

Par Ali Oubeidillah - Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, chargé de la Diaspora et de la Francophonie et Ramatoulaye Moussa Mazou - Bureau du Coordonnateur résident



Le premier comité de de pilotage (COFIL) du cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable s'est réuni le vendredi 04 mars 2022 à Mitsamiouli (Ndzaouzé), sous la présidence conjointe de SEM Dhoihir Dhoulkamal, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, chargé de la Diaspora et de la Francophonie, et Mr. François Batalingaya,

Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en Union des Comores, en la présence du Secrétaire Général au Gouvernement, de l'équipe de pays des Nations Unies aux Comores et des membres du gouvernement.

Ce COFIL a été l'occasion de présenter, commenter et valider les plans de travail conjoints relatifs aux piliers

d'intervention du cadre de coopération pour le développement durable 2022-2026, signé le 26 juillet 2021 par le Gouvernement des Comores et le Système des Nations Unies. Ces plans de travail seront mis en œuvre par toutes les parties prenantes impliquées et l'équipe de pays des Nations Unies aux Comores, sous le leadership du Commissariat au Plan qui constitue le bras armé du gouvernement dans ce nouveau programme de coopération.

Lors des échanges, le COPIL a donné des orientations générales pour assurer une mise en œuvre réussie du cadre de coopération, ainsi qu'un suivi pertinent et régulier des activités. Des discussions ont également porté sur l'état de la mise en œuvre et du financement du Plan Comores Émergent, et sur le cadre de financement de ces plans de travail conjoints qui s'étalent sur une période de 5 ans.

Aux termes des discussions, Mr. François Batalingaya, a tenu à réaffirmer « la détermination du Système des Nations Unies en Union des Comores à appuyer le Gouvernement de manière intégrée afin de soutenir la mise en œuvre du Plan Comores Émergent, et de s'assurer qu'on ne laisse personne de côté. »

Clôture de la réunion, SEM Dhoahir Dhoulkamal a tenu à mentionner que les membres de ce COPIL sont désormais « mieux outillés, non seulement, mais aussi et surtout pour mieux faire comprendre à tous les Comoriens les missions qui sont

les nôtres et assumer pleinement les rôles et responsabilités assignés pour le développement de notre pays et la prospérité de la population comorienne. »

Il est important de rappeler que le cadre de coopération (2022-2026) est issu d'un processus participatif et inclusif entamé en 2020 qui a mobilisé les acteurs nationaux notamment les ministères, les gouvernorats, la société civile et le secteur privé, les organismes onusiens, ainsi que les acteurs de développement présents dans le pays. Il est articulé autour des quatre piliers "Planète", "Peuple", "Prospérité" et "Paix" auxquels s'ajoute le pilier transversal "Partenariats". Ainsi, chaque pilier, dirigé conjointement par le secrétaire général du ministère prépondérant du pilier et le chef d'agence lead dans les secteurs concernés, permet de répondre aux priorités nationales du pays inscrites dans le Plan Comores Émergent, et de soutenir la réalisation des objectifs de développement durable en touchant, entre autres, des volets relatifs à la santé, la croissance économique inclusive, l'éducation, la gouvernance, ou encore la durabilité environnementale.



L'OMS plaide pour plus d'investissements dans la lutte contre la tuberculose

Par Ben Charafaine Abdillahi - OMS

Le 24 mars 2022, les Comores comme le reste du monde ont célébré la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose. Pour l'Organisation mondiale de la Santé, cette date est une occasion pour sensibiliser le grand public, lui rappeler que la tuberculose est l'une des maladies infectieuses les plus mortelles au monde, et présenter les répercussions sanitaires, sociales et économiques dévastatrices de cette maladie. À Moroni, le Ministère de la Santé et le Bureau de l'OMS ont organisé une conférence de presse conjointe à la salle de conférence du Ministère de la Santé.

Le Docteur Nassuri Ahamada, qui est chargé de la lutte contre la tuberculose au bureau pays de l'OMS, a lu le message de la Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique au nom de son Représentant Dr Diarra Abdoulaye. Dans le message, Dr Moeti Matshidiso a expliqué que le thème de cette année, « Investir pour mettre fin à la tuberculose. Sauver des vies », souligne le besoin urgent d'investir les ressources nécessaires pour intensifier la lutte antituberculeuse et réaliser les engagements pris par les dirigeants mondiaux de mettre fin à la tuberculose.

En effet, selon l'OMS, le financement alloué aux services de prévention, de diagnostic et de traitement de la tuberculose reste bien en deçà des besoins estimatifs mondiaux et de la cible mondiale fixée par les Nations Unies. En 2020, les dépenses mondiales consacrées aux services de lutte contre la tuberculose sont tombées à

LA DÉNUTRITION
LA PAUVRETÉ **LE VIH**
LE DIABÈTE ET **LE TABAC**

comptent parmi les principaux facteurs qui favorisent l'épidémie de tuberculose.

La collaboration, l'action et la responsabilisation de tous les secteurs peuvent aider à mettre fin à la tuberculose.

INVESTISSEZ
POUR METTRE FIN À LA TUBERCULOSE.
SAUVEZ DES VIES.

5,3 milliards de dollars US, alors que le financement de la recherche se chiffrait à 901 millions de dollars US. Si l'ambition des plans stratégiques nationaux s'est accrue, tout comme les budgets y afférents, l'on peut constater que la mobilisation des fonds n'a pas suivi le même rythme. « *En Afrique, les gouvernements ne consacrent que 22 % des ressources nécessaires à la prestation de services suffisants de lutte contre la tuberculose, et 44 % de ces ressources ne sont pas financées, ce qui entrave sérieusement les efforts visant à réduire la charge épidémiologique due à cette maladie* », précise Dr Moeti.

Au cours des échanges avec les professionnels des médias

présents, Dr Nassuri Ahamada a expliqué que 36 % des décès par tuberculose surviennent en Afrique. « Le fait de ne pas investir dans la lutte contre cette maladie devrait être lourd de conséquences pour les pays africains. L'augmentation des investissements peut changer la donne et atténuer la souffrance et la mort évitables de millions de nos congénères », exhorte l'OMS.

À la fin de son message, Dr Moeti fait appel aux donateurs, au secteur privé, à la société civile et au monde universitaire pour qu'ils accordent une attention accrue à la nécessité d'augmenter de toute urgence les investissements dans la lutte contre la tuberculose et dans la recherche sur cette maladie, afin d'accélérer les avancées technologiques et l'adoption d'innovations pour mettre fin à la tuberculose d'ici à 2030.

Les Comores ne sont pas à l'abri d'une situation difficile de la coinfection TB/VIH

Pour sa part, la Ministre de la Santé, représentée par son Conseiller technique, a montré les efforts du gouvernement comorien dans la lutte contre la tuberculose. Il a d'abord rappelé que le dépistage, le traitement et le suivi des malades sont gratuits et entièrement pris en charge par l'Etat. Ensuite il a rassuré que le Ministère et le programme national de lutte contre la tuberculose s'accordent à intensifier et renforcer les activités de sensibilisation et de plaidoyer pour amener une part de la population à adopter des comportements permettant d'éviter la maladie.

Monsieur Nadjim-Eddine Youssouf a expliqué qu'au niveau de l'archipel des Comores, les résultats de chaque année sont encourageants. « *Ils sont le fruit de l'application du programme national de la lutte contre la tuberculose de la stratégie Dots* », a précisé le Conseiller de la Ministre de la Santé. Cette stratégie Dots vise un traitement directement observé par un agent de santé et est vivement recommandée par l'OMS. « *Le rapport de 2021 parle d'un taux de notification atteignant 65%, or par rapport à l'objectif mondial préconisé par l'OMS en matière de dépistage de la maladie, le PNLT doit redoubler d'effort pour que le nôtre soit dans les normes (...) Les Comores ne sont pas à l'abri d'une situation difficile de la coinfection TB/VIH... L'année dernière trois cas de coinfections TBVIH sont notifiés et une prise en charge adéquate a été instaurée* », a précisé Nadjim-Eddine Youssouf, tout en invitant les services à prendre les dispositions nécessaires afin de poser un diagnostic précoce chez les séropositifs.



Le saignement chez la femme

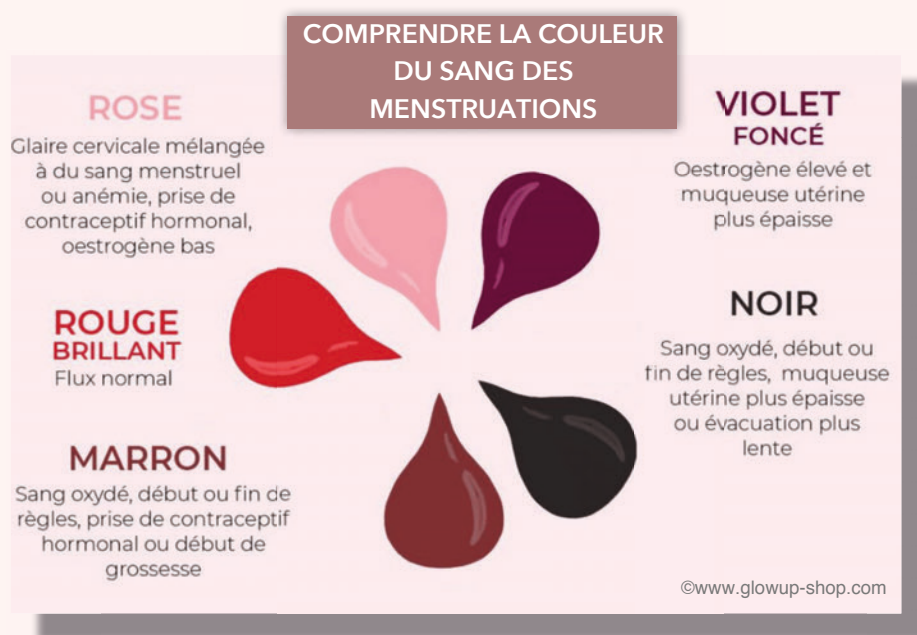
Par Dr. Tasnim Abdou- UN Clinic

Tout ce que vous devez savoir sur la menstruation

Chez la femme et la fille ayant atteint l'âge de la puberté, la menstruation est un saignement cyclique de l'utérus. Il s'agit de saignements qui arrivent normalement à l'absence de fécondation et de grossesse. Les caractéristiques des menstruations normales sont :

- Intervalle entre le premier jour de deux périodes menstruelles de 21-35 jours
- Durée jusqu'à 8 jours
- Le sang est foncé, sans caillots
- Peuvent être indolores ou douloureuses

Il est tout à fait normal que la couleur et l'intensité des saignements passent du léger au plus abondant et du rouge au brun.



Mais, en dehors de ces écoulements sanguins normaux, peuvent se produire des saignements entre les cycles et certaines indications qui peuvent indiquer des problèmes possibles.

Comment se caractérisent les saignements en dehors des règles ?

Chez les femmes en âge de procréer, la survenue des règles peut être plus ou moins régulière. Par définition, toutefois, les saignements menstruels surviennent une fois par cycle, les cycles durant en moyenne 28 jours, avec des écarts importants d'une femme à l'autre.

Habituellement, les règles durent entre 3 à 6 jours, mais il y a là aussi des variations.

Lorsque des saignements surviennent en dehors des périodes de règles, on parle de métrorragie. Cette situation est anormale : il faut donc consulter son médecin pour en identifier les causes. Le plus souvent, ces métrorragies ou « spotting » (pertes très légères de sang),

sont sans gravité.

Quelles sont les causes possibles des saignements en dehors des règles ?

Il existe plusieurs causes possibles de saignements en dehors des règles chez la femme. Les pertes de sang peuvent être plus ou moins abondantes et s'associer à d'autres symptômes (douleurs, pertes vaginales, signes de grossesse, etc.).

En premier lieu, le médecin s'assurera que le saignement n'est pas lié à une grossesse en cours. Ainsi, l'implantation d'un embryon en dehors de l'utérus, par exemple dans une trompe de Fallope, peut entraîner des saignements et des douleurs. On parle alors de grossesse extra-utérine ou ectopique, potentiellement mortelle. Au moindre doute, le médecin prescrira donc une analyse de sang pour rechercher la présence de bêta-HCG, l'hormone de grossesse.

En dehors des grossesses, les causes pouvant entraîner des saignements intempestifs sont, par exemple :

- La pose d'un stérilet (ou DIU), qui peut provoquer des saignements pendant quelques semaines;
- La prise de contraceptifs hormonaux peut aussi entraîner des « spotting », surtout les premiers mois;
- L'expulsion d'un stérilet (DIU) ou une inflammation de l'endomètre, la paroi de l'utérus, associée à cette réaction d'expulsion (endométrite);
- Un oubli de pilule contraceptive ou la prise d'une contraception d'urgence (pilule du lendemain);
- Un fibrome utérin (c'est-à-dire la présence d'une

« grosseur » anormale dans l'utérus);

-Des lésions du col de l'utérus ou de la région vulvo-vaginale (microtraumatismes, polypes, etc.);

-L'endométriose (croissance anormale de la muqueuse de l'utérus, proliférant parfois vers d'autres organes);

-Une chute ou un coup dans la zone génitale;

-Un cancer du col de l'utérus ou de l'endomètre, voire des ovaires.

Quelles sont les solutions en cas de saignements en dehors des règles ?

Les solutions dépendent bien évidemment des causes. Une fois le diagnostic obtenu, le médecin proposera un traitement adapté.

En cas de grossesse extra-utérine, une prise en charge en urgence s'impose : la seule façon de traiter la patiente est de mettre fin à la grossesse, qui est de toute façon non viable. Il peut parfois être nécessaire de retirer de façon chirurgicale la trompe dans laquelle s'est développé l'embryon.

En cas de fibrome utérin entraînant des saignements, par exemple, un traitement chirurgical sera envisagé. Si les pertes de sang sont liées à une infection, un traitement antibiotique devra être prescrit.

En cas d'endométriose, plusieurs solutions peuvent être envisagées, notamment la mise sous contraceptif hormonal, qui permet généralement de contrôler le problème, ou un traitement chirurgical pour ôter le tissu anormal.

L'endométriose, qu'est-ce que c'est ?

L'endométriose se caractérise par la formation de tissus formés de cellules endométriales en dehors de l'utérus. On parle donc d'endométriose lorsque de l'endomètre, qui tapisse l'intérieur de l'utérus et est normalement évacué avec les menstruations, se forme ailleurs que dans l'utérus. Chez les femmes qui en souffrent, l'endométriose est responsable de vives douleurs dans le bas du ventre, accentuées pendant les règles, et de problèmes d'infertilité.

L'endométriose est habituellement découverte vers 25 ans à 40 ans, en raison de douleurs anormalement intenses dans le bas-ventre ou d'un problème d'infertilité. En effet, de 30 % à 40 % des femmes atteintes d'endométriose sont infertiles. L'infertilité est le principal risque associé à l'endométriose et d'ailleurs, le diagnostic d'endométriose est souvent fait lors de tests exploratoires (par laparoscopie) menés du fait de problèmes d'infertilité.

Elles ont rejoint la famille des Nations Unies aux Comores

De nationalité comorienne, **Fawzia Hasina**, a rejoint l'équipe du Bureau du Coordonnateur résident depuis le 1er avril 2022 en tant qu'assistante administrative et financière. Elle possède plus de 10 ans d'expérience dans le secteur bancaire à Madagascar, sur des postes liés à la gestion de fonds liquides, l'accompagnement et le conseil client.

Depuis son retour aux Comores, Fawzia a effectué un bref passage dans l'administration au sein des structures comme Banda-Bitsi, Modec, et le projet de filets sociaux et de sécurité. Engagée et solidaire, elle compte plus de dix années de bénévolat et de volontariat sur terrain au service de la communauté.

« Mon défi était de rentrer au pays auprès des miens, puis d'allier « savoir-faire et passion ». Et je suis persuadée que ça sera le cas dans ma nouvelle famille des Nations Unies Comores ».

Fawzia est joignable à cette adresse hasina.fawzia@un.org



Djabhana Said Ibrahim travaille au PNUD en tant que Consultante en Genre depuis février 2022. Sa mission consiste à accompagner le bureau du PNUD dans le processus de certification Gender Seal * et l'intégration du genre dans l'ensemble des programmes et projets.

Engagée pour le développement culturel des Comores, elle a travaillé en tant que coordinatrice de projets culturels pour l'UNESCO de mai 2018 à avril 2020. Elle a notamment contribué à l'égalité hommes-femmes dans les processus de sélection des expert(e)s en mettant en œuvre une discrimination positive et une valorisation des candidatures féminines au service de la culture et du patrimoine.

Engagée dans diverses causes notamment pour l'orientation scolaire et universitaire des jeunes, le développement durable, l'engagement citoyen, elle a des compétences reconnues en matière de gestion durable des organisations de la société civile, la lutte contre les discriminations et les violences basées sur le genre et l'orientation sexuelle (LGBT).

Djabhana est joignable à cette adresse djabhana.said.ibrahim@undp.org

*Le Gender Equality Seal, sceau du PNUD, fait partie intégrante de stratégie globale pour la promotion du genre et l'autonomisation des femmes dans tous ses domaines d'intervention. C'est un processus de certification qui fournit un cadre mettant en lien l'égalité des sexes au travail et les résultats de développement obtenus.



NATIONS UNIES
COMORES



Ramadan Kareem



Le mois sacré de Ramadan nous rappelle les valeurs de paix et de solidarité sur lesquelles reposent nos sociétés.

Le Système des Nations Unies en Union des Comores souhaite un bon mois de Ramadan à toute la communauté musulmane des Comores et du monde.

#save the dates

AVRIL/MAI 2022

- 02 Avril** Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme (A/RES/62/139)
- 04 Avril** Journée internationale pour la sensibilisation aux mines et l'assistance à la lutte antimines (A/RES/60/97)
- 05 Avril** Journée internationale de la conscience (A/RES/73/329)
- 06 Avril** Journée internationale du sport au service du développement et de la paix (A/RES/67/296)
- 07 Avril** - Journée internationale de réflexion sur le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994 (A/RES/58/234)
- Journée mondiale de la santé (WHA/A.2/Res.35)
- 12 Avril** Journée internationale du vol spatial habité (A/RES/65/271)
- 14 Avril** Journée mondiale de la maladie de Chagas
- 20 Avril** Journée de la langue chinoise (2017)
- 21 Avril** Journée mondiale de la créativité et de l'innovation (A/RES/71/284)
- 22 Avril** - Journée internationale de la Terre nourricière (A/RES/63/278)
- Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC
- 23 Avril** - Journée de la langue espagnole
- Journée mondiale du livre et du droit d'auteur (UNESCO 28 C/Resolution 3.18)
- Journée de la langue anglaise
- 24 Avril** - Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix (A/RES/73/127)
- Semaine mondiale de la vaccination
- 25 Avril** - Journée internationale des délégués (A/RES/73/286)
- Journée mondiale contre le paludisme
- 26 Avril** - Journée internationale du souvenir de la catastrophe de Tchernobyl (A/RES/71/125)
- Journée mondiale de la propriété intellectuelle
- 28 Avril** Journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail
- 30 Avril** Journée internationale du jazz (UNESCO 36 C/Resolution 39)
- 02 Mai** Journée mondiale du thon (A/RES/71/124)
- 03 Mai** Journée mondiale de la liberté de la presse (UNESCO 26 C/Resolution 4.3)
- 05 Mai** Journée mondiale de la langue portugaise [UNESCO]
- 08 Mai** Journées du souvenir et de la réconciliation en l'honneur des morts de la Seconde Guerre mondiale (A/RES/59/26)
- 14 Mai** Journée mondiale des oiseaux migrateurs
- 15 Mai** Journée internationale des familles (A/RES/47/237)
- 16 Mai** - Journée du Vesak (A/RES/54/115)
- Journée internationale de la lumière (UNESCO 39 C/Resolution 16)
- Journée internationale du vivre-ensemble en paix (A/RES/72/130)
- 17 Mai** Journée mondiale des télécommunications et de la société de l'information (A/RES/60/252)
- 20 Mai** Journée mondiale des abeilles (A/RES/72/211)
- 21 Mai** - Journée internationale du thé (A/RES/74/241)
- Journée mondiale de la diversité culturelle pour le dialogue et le développement (A/RES/57/249)
- 22 Mai** Journée internationale de la diversité biologique (A/RES/55/201)
- 23 Mai** Journée internationale pour l'élimination de la fistule obstétricale (A/RES/67/147)
- 25 Mai** Semaine de la solidarité avec les peuples des territoires non autonomes (A/RES/54/91)
- 29 Mai** Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies (A/RES/57/129)
- 31 Mai** Journée mondiale sans tabac (WHA Resolution 42.19)



NATIONS UNIES
COMORES

